

Nous rejetons les déclarations du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique (communiqué du gouvernement vénézuélien)

18 février 2014

Gouvernement du Venezuela

Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela rejette fermement les déclarations du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, John Kerry, qui constituent de nouvelles manœuvres du gouvernement de Washington pour promouvoir et légitimer les tentatives de déstabilisation de la démocratie vénézuélienne provoquées par des groupes violents ces derniers jours.

Le gouvernement du président Obama ment lorsqu'il met en doute l'existence des droits de l'homme et des garanties démocratiques dans notre pays. Les institutions de la République bolivarienne du Venezuela forment les bases d'un Etat de droit et de justice qui garantissent l'exercice des droits politiques à tous ses citoyens, dans un cadre de larges libertés civiles protégées constitutionnellement.

Le gouvernement étatsunien ment lorsqu'il dénonce des détentions de manifestants pacifiques antigouvernementaux.

L'Etat vénézuélien a agi et continuera d'agir contre les actions violentes menées par des groupuscules d'extrême droite qui conspirent dangereusement contre les libertés démocratiques, en menaçant la vie de nos concitoyens, contre leur liberté d'exercer pacifiquement leurs droits, ainsi que contre la propriété publique et privée par le vandalisme qui est puni par la loi.

Le Secrétaire d'Etat John Kerry, au nom de son gouvernement, prend la défense du dirigeant Leopoldo López, un homme violent. Le monde entier doit savoir qu'il y a suffisamment de preuves qui confirment que les groupes qui sont la source des violences de ces derniers jours suivent les consignes de Leopoldo Lopez, contre qui la justice a prononcé un mandat d'arrêt afin qu'il comparaisse devant les autorités compétentes - aucune mesure de pression ni de chantage ne pourra stopper cette décision des autorités vénézuéliennes, nécessaire afin de rétablir la paix dans notre pays.

Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique devra assumer sa responsabilité face au peuple vénézuélien et face au monde entier, pour avoir permis que des institutions et des individus étatsuniens financent, légitiment et promeuvent les actions de personnes et de groupes qui portent atteinte de façon violente à la société vénézuélienne, et cherchent à renverser la volonté démocratiquement exprimée par notre peuple qui a choisi souverainement de construire son destin en paix.

Le peuple et le gouvernement vénézuélien, main dans la main avec toutes les institutions de l'Etat et les organisations du pouvoir populaire, continueront d'exercer toutes les actions qui, dans le cadre de la Constitution, les lois et les principes d'une authentique démocratie populaire, seront nécessaires pour garantir le déroulement normal de la société et faire échouer les plans déstabilisateurs promus ouvertement par le gouvernement impérial des Etats-Unis d'Amérique.

Nous faisons appel à la solidarité des gouvernements indépendants et des peuples du monde contre cette grave intervention étatsunienne.

Caracas, le 16 février 2014

Source : [Ministère des Affaires Etrangères de la R. B. du Venezuela](#)

Traduction : Chapitre français de la campagne internationale de solidarité avec la révolution Bolivarienne

»» <http://vivavenezuela.over-blog.com/2014/02/communiqu%C3%A9-le-gouverne...>